



Institut de Recherche sur l'Éducation : Sociologie et Économie de l'Éducation

IREDU – UMR CNRS-uB 5225

Pôle AAFE – B.P. 26513 – F-21065 Dijon Cedex

03 80 39 54 50 – iredu@u-bourgogne.fr – <http://www.u-bourgogne.fr/iredu>

**De la mobilité étudiante institutionnalisée à l'emploi :
Une démocratisation « ségrégative » variable en Europe**

Magali Ballatore
LEST, Université de Provence

Réseau d'Étude sur l'Enseignement Supérieur
COLLOQUE RESUP DIJON 2008

L'enseignement supérieur et les marchés du travail
Dijon, 19-20 Juin 2008

De la mobilité étudiante institutionnalisée à l'emploi :
Une démocratisation « ségrégative » variable en Europe

Magali BALLATORE

La mobilité géographique institutionnalisée des étudiants en Europe (par le programme ERASMUS) est aujourd'hui quasi-unanimement encouragée et la satisfaction des participants largement affichée. A côté de politiques nationales de déconcentration en Europe, se met en place et se renforce une politique européenne, qui entraîne de nouveaux contextes d'études, susceptibles d'avoir des effets sur l'insertion professionnelle des étudiants. La mobilité étudiante a toujours existé mais elle n'a pas toujours été organisée par des politiques nationales ou supranationales. Ne dépendrait-elle pas, comme la mobilité spontanée, de disparités et spécialisations régionales et nationales qui s'affirment tant dans l'offre de formation que dans les activités économiques ?

Cette réflexion s'inscrit à la fois dans une série d'interrogations sur les chances de réussite, sur la sélection des étudiants en rapport avec le lieu d'étude, le cursus suivi (questions que nous pourrions qualifier d'anciennes et classiques en sociologie de l'éducation), mais aussi sur les pratiques des étudiants et leur insertion professionnelle, qui sont étroitement liées au processus de sélection. Dans cette communication nous verrons, à partir de l'entrée dans la vie active des jeunes, en quoi la mobilité des étudiants répond à des attentes du monde économique et social, qui dépassent les attentes des participants eux-mêmes. La question de l'éventuel renforcement des inégalités socioéconomiques existantes au sein de l'Union Européenne, se trouve ainsi posé par une « liberté » toute relative des étudiants face aux échanges. Accroître son « capital migratoire », devient-il aujourd'hui nécessaire pour accompagner l'évolution de l'emploi et les transformations structurelles de l'économie Européenne ?

Nous introduirons notre propos par une mise en perspective de la mobilité institutionnalisée *au regard des* migrations étudiantes internationales pour souligner la rareté relative des compétences internationales. Nous évoquerons ensuite les disparités en Europe en termes d'entrée dans la vie active pour les jeunes diplômés. Puis nous nous intéresserons plus spécifiquement, concernant la mobilité institutionnalisée, à la diversité des points de départ nationaux, qui influe sur les parcours des étudiants. Nous concluons nos propos par une réflexion sur les analyses en termes de « Brain drain » ou « brain movement » et sur l'analyse des migrations « en col blanc ».

L'enquête :

Pour répondre à cette question nous avons choisi d'effectuer une recherche comparative internationale par étude de cas, en comparant trois institutions universitaires qui appartiennent à des pays et des aires géographiques différentes, dont les traditions migratoires et académiques varient considérablement. Le croisement de méthodes d'enquête, utilisées simultanément (questionnaire, entretiens, observation directe, traitement de données secondaire d'enquête...), a été privilégié. Les résultats de cette enquête ont été confrontés à des données antérieurement constituées par des organismes statistiques locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

	Universités			Total
	Provence (F)	Turin (I)	Bristol (UK)	
Les questionnaires analysés :				
Erasmus	155	127	82	364
Non-Erasmus	105	153	136	394
Total	260	280	218	758
Les entretiens analysés				
Auprès d'étudiants Erasmus	16	12	9	37
Auprès de responsables Erasmus	5	5	7	17
auprès de responsables des SRI	2	1	1	4
Total	23	18	17	58

Les questionnaires : traitement statistique par SAS.

Les entretiens : Analyse entretien par entretien + analyse thématique + analyse lexicale par HYPERBASE.

La mobilité institutionnalisée au regard des migrations étudiantes internationales

La mobilité étudiante « institutionnalisée » peut être définie comme une mobilité en cours d'études, incluant celle supportée par le programme communautaire Erasmus. Les échanges universitaires internationaux s'opèrent entre des organisations contractualisées en relation (de recherche bien souvent), et incluent un principe de réciprocité. Cette mobilité peut être décrite comme « à court terme », car contrairement à la mobilité spontanée qui englobe les étudiants ayant choisi de faire un cursus entier à l'étranger conduisant à un diplôme, la mobilité organisée se déroule sur une période ne pouvant excéder 9 mois, incluse dans le curriculum du pays d'origine. En d'autres termes, à moins qu'il ne s'agisse de cursus intégrés¹, l'étudiant obtient le diplôme de son université d'origine, et non celui de son université d'accueil.

Dans une « Europe de la connaissance » que l'Union appelle de ses vœux, où le niveau moyen de scolarité ne cesse d'augmenter, nous pouvons faire l'hypothèse que les flux migratoires intra-européens seront de plus en plus liés à la mobilité des étudiants et des cadres. Pourtant, encore aujourd'hui, la mobilité étudiante internationale reste difficile à

¹ Les cursus intégrés permettent à l'étudiant d'obtenir un double diplôme à l'issue de la formation.

appréhender². Une fois rentrés dans leur université d'origine, au terme de leur séjour, les étudiants Erasmus ne sont plus repérables statistiquement. L'OCDE fait seulement une estimation à partir de données sur la population étrangère des universités, qui montre que toutes les nations ne sont pas pareillement mouvantes, ni n'ont les mêmes orientations. Les étudiants britanniques, par exemple, sont assez peu mobiles et apparaissent comme peu tournés vers l'Europe continentale³, les Etats-Unis étant leur destination privilégiée. A l'inverse, la Grande-Bretagne est le premier pays destinataire des déplacements d'étudiants de l'Union Européenne. L'Italie pour sa part accueille peu d'étudiants en mobilité internationale, comparativement à la France et surtout à la Grande-Bretagne. En outre, les migrations internationales des Italiens semblent concerner autant, si ce n'est davantage, les diplômés que les étudiants. Une étude relativement récente⁴ signale un accroissement important du nombre de diplômés italiens travaillant à l'étranger. Aujourd'hui encore, les Etats européens qui accueillent le plus d'étudiants étrangers sont dans l'ordre l'Allemagne, la France et la Grande Bretagne. Plus généralement selon les données de l'OCDE, la mobilité étudiante internationale reste hautement concentrée dans 5 pays : l'Australie, les USA, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, attirent 8 étudiants étrangers sur 10. (Les USA accueillent 28% des étudiants étrangers, le Royaume-Uni 12%, l'Allemagne 11%, la France 10% et l'Australie 9%). La question des conséquences du développement de la mobilité institutionnalisée dans une Europe où les déséquilibres économiques et migratoires persistent peut donc difficilement être occultée. Tous les Etats n'ont pas la même capacité attractive et les étudiants Erasmus sont bel et bien conscients des rapports de force économiques mondiaux. Il demeure plus fréquent et probable de poursuivre des études ou une carrière en Angleterre lorsque l'on est Italien, que d'émigrer vers l'Italie pour des raisons professionnelles lorsque l'on est un diplômé de l'enseignement supérieur britannique. Et en effet la mobilité institutionnalisée par le programme Erasmus suit globalement les mêmes routes que la mobilité spontanée étudiante et les migrations de travailleurs. Les informations diffusées par la télévision et le cinéma notamment, décrivent un étudiant Erasmus mû par un désir de découvrir l'Europe,

² En France, il n'existe pas de système national de recueil systématique de données statistiques concernant les étudiants à l'étranger, ni de dispositif statistique permettant de recenser et de suivre l'évolution de la mobilité internationale des étudiants et des personnels de recherche français. D'autres pays en font une estimation à partir de plusieurs sources. En Italie, on citera par exemple l'AIRE (*Anagrafe Italiani Residenti all'Estero*), au Royaume-Uni les *councils* pour le financement de l'enseignement supérieur (HEFCE, HEFCW par exemple), ou encore le *Council for international Education*. L'immatriculation auprès des services consulaires n'étant dans aucun de ces pays obligatoire, elle ne permet pas de fournir des estimations fiables pour ces populations. Seules les données issues des déclarations des pays membres de l'OCDE et des programmes de mobilité européens permettent d'obtenir une estimation, avec toutes les difficultés que cette mesure comporte, car chaque pays et chaque centre statistique adoptent (comme pour le chômage) ses propres critères pour définir et recenser les étudiants mobiles.

³ Selon un rapport du centre de recherches sur les migrations de l'université de SUSSEX et du centre de recherches appliquées sur la population de l'université de DUNDEE. Il s'agit ici uniquement des étudiants inscrits dans une institution d'enseignement supérieur (*higher education*). Le nombre des étudiants mobiles parmi l'ensemble des inscrits des institutions post-secondaire de type *further education* n'est pas pris en compte. (cf. *International Student Mobility*, Report by the Sussex Centre for Migration Research, University of Sussex, and the Center for Applied Population Research, University of Dundee, July 2004).

⁴ Becher (SO), Ichino (A) et Peri (I), "How large is the "brain drain" from Italy ? European University Institute, december 2002.

les autres et lui-même. Les étudiants pourtant, implicitement ou explicitement, donnent des motivations qui ne sont pas du tout détachées de contraintes socio-économiques.

La rareté relative des compétences internationales

Au-delà du jugement immédiat que portent les étudiants sur leur expérience, nous observons quelques permanences macro-sociologiques, comme une « démocratisation » ségrégative des possibilités de mobilité par la diversification de l'offre et une personnalisation croissante des parcours étudiants. Pas plus que les étudiants « sédentaires », les étudiants « mobiles » ne constituent un groupe homogène, mais plutôt un ensemble fractionné d'étudiants inscrits dans des circuits institutionnels et sociaux différents. Cependant, les stratégies transnationales étudiantes ont en commun de tirer parti de la rareté encore relative des compétences internationales. Pour les étudiants Erasmus, comme pour leurs familles souvent, l'international s'inscrit dans « des stratégies d'ascension sociale et fonctionne comme un multiplicateur de capital culturel »⁵. Les résultats de l'enquête dans trois universités font apparaître une surreprésentation systématique d'étudiants d'origine sociale privilégiée parmi les Erasmus (cf. tableau 1).

Tableau 1 : Origine sociale des étudiants. Universités de Bristol, Provence et Turin en 2004-2005 (en %).

	Grande-Bretagne			France			Italie		
	ERASMUS	Témoin		ERASMUS	Témoin		ERASMUS	Témoin	
PERE									
Ouvriers et employés	6,0	14,6	10,7	21,5	46,1	31,5	19,0	45,3	33,3
Agriculteurs, commerçants, artisans	4,0	13,5	9,0	14,1	23,5	17,9	18,3	18,0	18,1
Profession interm. et sup.	90,0	71,9	80,2	64,4	30,4	50,6	62,7	36,7	48,6
Total	100	100		100	100		100	100	
N=	81	96		149	102		126	150	
	$\chi^2 = 9,2$ p < 0,01			$\chi^2 = 28,5$ p < 0,001			$\chi^2 = 23,8$ p < 0,001		
MERE									
Ouvriers et employés	11,0	19,4	15,8	25,5	44,7	33,3	24,4	30,0	27,4
Agriculteurs, commerçants, artisans	2,4	2,0	2,3	5,2	1,0	3,5	10,3	7,3	8,7
Profession interm. et sup.	65,5	68,4	68,4	52,3	32,4	44,2	53,5	30,0	40,8
Femmes au foyer	17,1	10,2	13,6	17,0	21,9	19,0	11,8	32,7	23,1
Total	100	100		100	100		100	100	
N=	79	97		153	105		127	150	
	$\chi^2 = NS$			$\chi^2 = 16,6$ p < 0,001			$\chi^2 = 23,7$ p < 0,001		

⁵ Wagner (AC) page 184

Les tableaux ci-dessus montrent en outre que les écarts en termes d'appartenance sociale entre étudiants sédentaires et mobiles se creusent d'autant plus que l'on se trouve dans des filières massifiées qui n'opèrent pas de sélection à l'entrée. Et cette origine sociale plus élevée, en moyenne, se couple souvent d'un apprentissage de l'international précoce. Les étudiants Erasmus, ont davantage voyagé que leurs confrères sédentaires, notamment par le biais de séjours scolaires et linguistiques.

Pour les étudiants Erasmus des filières non-sélectives, étudier dans un établissement étranger peut être une démarche de différenciation dans une période d'inflation des qualifications. Une des rares recherches⁶ qui s'intéresse à l'impact des séjours d'études sur le devenir des étudiants et diplômés, constate que les étudiants qui ont vécu la mobilité institutionnalisée s'insèrent plus aisément et occupent plus souvent des postes à responsabilité que leurs confrères sédentaires. Messer (D) et Wolter (S) soulignent cependant que ne pas considérer les caractéristiques sociales, nationales et scolaires préalables des étudiants en mobilité pour traiter de cette question reviendrait à des interprétations biaisées. En effet, est-ce le séjour à l'étranger ou la morphologie sociale et scolaire de cette population qui rend son insertion sur le marché du travail plus aisée ? L'étude de Messer (D) et Wolter (S) de l'IZA, qui s'intéresse au parcours post-séjour conclut que les avantages dont disposent les diplômés ayant fait un séjour d'études dans une autre université (sur le marché du travail en terme de salaires et de statuts) sont à relier non pas à l'expérience en dehors de leur institution d'origine mais aux caractéristiques scolaires et sociales de ces étudiants. Nous allons ici, en outre, nous interroger sur des prédispositions et des contextes socioéconomiques variables qui jouent un rôle, au moins indirect, dans un processus d'apprentissage de l'international influençant à divers degrés la mobilité des Erasmus au cours de leur vie.

Erasmus face à des entrées dans la vie active diversifiées selon les pays

Dans beaucoup d'études sur la mobilité étudiante, ce qui est lacunaire, c'est bien une analyse, dans les différents pays, des modalités d'insertion sur le marché du travail des étudiants mobiles. Les données auxquelles nous avons pu accéder sont extrêmement fragmentaires. Elles reposent le plus souvent sur des estimations à partir de questions d'opinion posées aux étudiants aussitôt leur séjour achevé, comme c'est le cas dans les rapports de fin de séjour ou les évaluations de la Communauté Européenne. D'après les données de l'OCDE (*Regards sur l'éducation*), les perspectives d'emploi des jeunes au sortir du système universitaire sont extrêmement sensibles à l'état général des segments des marchés nationaux du travail. Les probabilités d'être en emploi des jeunes âgés de 16 à 29 ans étaient en 1996 de 65,3% pour les jeunes hommes britanniques, mais seulement de 30% pour leurs homologues italiens (cf. tableau 2 ci-dessous). Les données de l'OCDE confirment ainsi qu'il existe encore aujourd'hui en Europe de fortes disparités quant à l'emploi des jeunes selon les pays et le sexe. En outre, le taux de retour sur investissement de l'éducation (*rates of return to investment in education*⁷), au Royaume-Uni, est un des plus élevés d'Europe. En Italie au contraire, il est l'un des plus bas. Ceci peut être compris

⁶MESSER (D), WOLTER (S) *Are student Exchange Programs Worth It ?* Institute for the Study of Labor (IZA) Discussion Paper, n°1656, July 2005

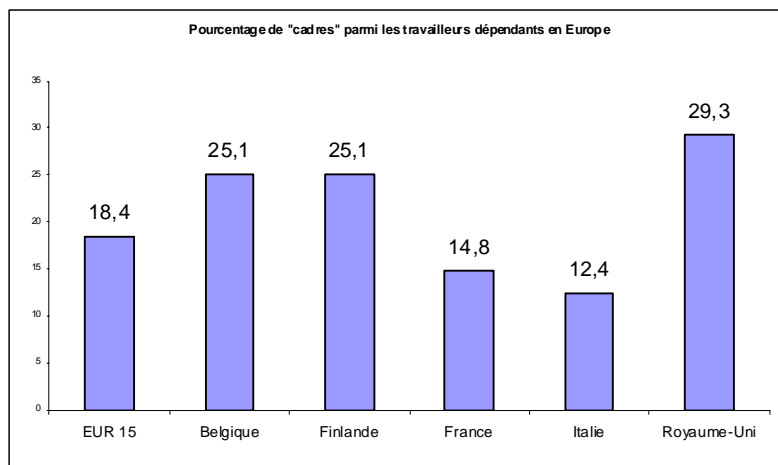
⁷ Le taux de retour sur investissement de l'éducation mesure le gain de salaire supplémentaire suite à une année d'étude supplémentaire.

au regard de la structure des emplois, qui varie encore grandement en Europe, comme le montre le graphique ci-dessous, issu de l'enquête sur la force de travail d'EUROSTAT en 1997. Dans une économie de service comme celle du Royaume-Uni, les cadres, parmi l'ensemble des travailleurs, dépassent le quart de la population active dépendante, alors qu'en Italie ils représentent à peine plus de 10% de cette dernière.

Tableau 2 : Probabilité d'être en emploi au sortir du système scolaire, des jeunes âgés de 16 à 29 ans, un an auparavant -1996- (en pourcentage)

	Total	Hommes	Femmes
France	58.3	61.8	54.3
Royaume-Uni	67.6	65.3	70.1
Italie	30.0	38.5	20.6

Source : <http://www.oecd.org/dataoecd/8/54/2080246.pdf>



Source : EUROSTAT, Labour force survey, 1997

Ces différences structurelles peuvent être corrélées avec la variabilité des entrées sur le marché du travail des jeunes générations et plus particulièrement des étudiants mobiles. Dans certains pays, comme l'Italie, où les jeunes doivent attendre longtemps avant d'entrer sur le marché du travail, exercer une activité à l'étranger peut être un moyen d'attendre, tout en tentant de devenir plus compétitif dans un univers des possibles restreint. Stefani Scherer souligne ainsi que l'entrée sur le marché du travail prend un temps exceptionnellement long en Italie (*"labour market entry take an exceptionally long time in Italy"*⁸). Mais elle note également, que ceux qui y parviennent rapidement, entrent souvent directement dans un emploi stable, au contraire de ce qui peut se passer en Angleterre où les changements sont fréquents. La stabilité ou l'instabilité, la législation autour du travail, la continuité ou la discontinuité des carrières dans les pays, jouent ainsi un rôle important sur les choix qu'effectueront les étudiants Erasmus en terme de mobilité et une fois diplômés. Des trois pays étudiés, nous développerons davantage nos analyses sur l'Italie, afin de comprendre un certain nombre de logiques socioéconomiques qui

⁸SCHERER (S), "Patterns of Labour Market Entry- Long wait or career Instability? An Empirical Comparison of Italy, Great Britain and West Germany", *In European Sociological Review*, Vol. 21, N°5, December 2005, pp427-440

accompagnent les choix des étudiants et qu'un regard « psychologisant » tend à faire oublier.

En Italie, depuis l'ouvrage de Marzio Barbagli⁹, beaucoup d'études sont allées dans le sens d'une carence de l'offre de travail qualifié. Selon une étude conduite récemment par la chambre de commerce du ministère de travail italien dans laquelle 89 776 entreprises étaient consultées, (Excelsio Project) reprise par Moscati (R) et Rostan (M)¹⁰, la demande de diplômés est particulièrement basse et le degré d'absorption des travailleurs hautement qualifiés apparaît limité, surtout dans les petites et moyennes entreprises, qui constituent l'élément essentiel du système de production italien. Cette thèse s'illustre par les difficultés d'insertion sur le marché du travail des jeunes diplômés entre 20 et 34 ans, qui connaissent souvent de longues périodes de chômage ou la précarité.

En outre, les auteurs du rapport annuel 2005 de l'ISTAT¹¹ soulignent que l'Italie utilise « inefficacement » les apprentissages scolaires dans le processus productif, reproduisant ainsi une inadéquation entre système formatif et offre de travail. Dans les études comparatives internationales,¹² l'Italie est classée parmi les pays dont le lien entre système éducatif et marché du travail est faible et dont l'emploi non salarié reste important. Le phénomène de surqualification par rapport aux métiers exercés, concerne, nous dit l'ISTAT, majoritairement des jeunes de moins de quarante ans. En Italie, l'offre de travail d'encadrement tend à accorder un poids important aux connaissances informelles « *conoscenza informale* » (sic !) et au « *training on the job* » nous dit le rapport¹³, ce qui exclut les jeunes en début de carrière. De manière générale le risque d'être surdiplômé par rapport au futur métier exercé, est plus important pour les diplômés des filières universitaires générales (*laureati*), que pour les diplômés du secondaire supérieur, et est nettement plus bas pour ceux possédant une qualification professionnelle. Le phénomène s'accroît aussi en allant du Nord vers le Sud de l'Italie. Les difficultés d'insertion professionnelle que rencontrent les jeunes diplômés des universités existent aussi en France. Les taux d'activité des jeunes sont largement au-dessous de la moyenne européenne dans les deux pays, mais l'Italie, au contraire de la France, conserve pour les adultes au-delà de 29ans des valeurs inférieures à la moyenne¹⁴.

Une différenciation par sexe, montre également qu'en Italie, le niveau de participation des femmes est inférieur (pour les femmes de moins de 30 ans il est l'un des moins élevés en Europe). Une différence de genre des plus significatives persiste dans ce pays, également par la diffusion des contrats à temps partiel ; un phénomène connoté au féminin d'une manière plus accentuée en Italie qu'au Nord de l'Europe. De même, la part du temps

⁹ BARBAGLI (M), Disoccupazione intellettuale e sistema scolastico in Italia (1859-1973), Bologna: Il Mulino, 1974, 482p.

¹⁰ MOSCATI (R), ROSTAN (M), « Higher Education and Graduate Employment in Italy » in *European Journal of Education*, Vol.35, n°2, 2000

¹¹ Rapporto annuale : la situazione del Paese nel 2004, ISTAT, 2005

¹² Dont la suivante: MULLER (W), SHAVIT (Y), *From School to Work: A comparative Study of Qualification and Occupations in Thirteen Countries*, Oxford University Press, 1998, 576p.

¹³ Op. Cit Rapporto annuale p170.

¹⁴ L'Italie se distingue par le taux d'activité des jeunes de 20-29ans le plus bas d'Europe, qui s'explique en partie par l'âge avancé d'obtention des diplômes universitaires.

partiel involontaire pour les jeunes (60% du total) est deux fois supérieure à la moyenne européenne. En outre, l'Italie est l'unique pays européen où le taux d'activité des jeunes « *laureati* » est inférieur à celui de ceux qui ont un niveau d'études moindre. Le taux de chômage des « *laureati* » italiens entre 20 et 29 ans est d'environ 24%, de loin le pourcentage le plus important parmi les 25 pays de l'Union Européenne. L'expatriation, l'émigration d'une partie des plus jeunes diplômés, pourraient alors être une solution momentanée aux difficultés rencontrées par les diplômés et les femmes sur le marché du travail italien, car les auteurs du rapport de l'ISTAT notent qu'en Italie, la *laurea* réduit la probabilité d'être au chômage seulement après 30 ans. Scherer¹⁵ parle ainsi de « *bottle neck situation* » (situation en entonnoir). Avec un marché du travail qualifié si peu favorable aux diplômés de moins de 30 ans, on comprend mieux le désir exprimé par une partie des jeunes étudiant(e)s Erasmus de vouloir commencer leur carrière à l'étranger.

Les étudiants Erasmus italiens que nous avons rencontrés sont bel et bien conscients que la recherche du premier travail qualifié est particulièrement problématique en Italie, comme le sont les étudiants français de filières universitaires massifiées. Un des effets de cette situation est une proportion élevée de diplômés dans leurs connaissances qui poursuivent des études doctorales au-delà des frontières de l'Etat. La situation en Angleterre est totalement inversée, les jeunes diplômés des universités britanniques rentrent beaucoup plus précocement que la moyenne européenne dans l'emploi. Poursuivre des études au-delà du *bachelor's degree* n'est pas systématique et les écoles doctorales doivent recruter à l'étranger des candidats aux métiers de la recherche. Pouvoir entreprendre un doctorat et faire une carrière au sein de l'université et de la recherche varie grandement d'un pays à l'autre. C'est de loin le marché académique britannique le plus ouvert et l'italien le plus exclusif. Ce qui pousse à l'expatriation. C'est pourquoi dans certains laboratoires des universités britanniques, comme celui de Mr Cheney, on compte presque un doctorant sur deux de nationalité étrangère. Mr Cheney, explique ainsi que le nombre de places offertes et leur facilité d'accès incitent les étudiants Erasmus à revenir pour un doctorat :

“Il y a de très bons étudiants [Erasmus], et certains d'entre eux, reviennent ici après, pour faire un doctorat ou quelque chose comme ça...

Souvent...

Oui, je veux dire, l'école de chimie est très internationale de toute façon, probablement, peut-être la moitié de nos doctorants ne sont pas anglais. Donc, c'est très international de toute façon, mais je pense.. il y a un nombre assez important de ceux, qui sont venus ici avant comme étudiant Erasmus.

Pourquoi ? selon vous...

Pourquoi ? Je pense parce que.. il y a plus de doctorants en Angleterre que dans beaucoup d'autres pays européens. Et aussi, c'est plus facile d'obtenir une place de doctorant, c'est plus facile en Angleterre qu'en France par exemple. On avait l'année dernière un étudiant Erasmus de Montpellier, qui n'a pas eu vraiment des notes très élevées à ses examens, mais qui, je pense, serait bon à faire de la recherche, parce qu'il est très motivé. Mais vous savez, en France, si vous n'êtes pas en tête de liste, vous n'avez aucune chance d'avoir une allocation du ministère, donc il m'a demandé quelles étaient les possibilités ici, et je pense qu'il reviendra l'année prochaine. »

¹⁵Op. cit. p435

Cette présence élevée d'étudiants étrangers aux niveaux supérieurs universitaires est sans commune mesure avec celle d'étudiants, puis de diplômés étrangers sur le sol italien. De même alors que le taux d'étrangers parmi les inscrits universitaires ne cesse d'augmenter en France et en Angleterre, en Italie au niveau M et surtout D de la structure européenne en trois niveaux, ce taux n'a cessé de baisser depuis la deuxième moitié des années soixante, d'après Cammelli¹⁷. En France, les difficultés rencontrées par les jeunes qualifiés sur le marché du travail sont très variables et dépendent grandement des filières d'études suivies, plus ou moins sélectives, au sein d'un système dual qui stigmatise et où l'Université est reléguée à un choix par défaut.

C'est dans ces contextes structuraux et conjoncturels différents qu'évoluent les étudiants Erasmus qui font le choix de la mobilité institutionnalisée. Mais quels liens pouvons nous établir entre ces tendances macroéconomiques et les aspirations et parcours des étudiants Erasmus en Europe ? Après cette étude comparative succincte de nature économique, nous allons donc nous intéresser aux projets de ces étudiants et à leurs trajectoires post-séjour. Les traversées de l'espace sont toujours des traversées des hiérarchies sociales, nous dit Alain Tarrus¹⁸. Quels rapports pouvons-nous d'ores et déjà établir entre la mobilité géographique et une certaine mobilité sociale, entre migrations étudiantes et de travail ? Est-ce le séjour à l'étranger ou la morphologie sociale et scolaire de cette population qui rend son insertion sur le marché du travail plus aisée ? La variabilité des points de départs nationaux des étudiants Erasmus, a-t-il un impact sur leurs parcours post-séjour ?

Diversité des points de départ nationaux et degrés de captivité

Tous les étudiants Erasmus ne sont pas égaux face aux réinvestissements et à la valorisation de leur séjour à l'étranger dans leurs pays d'origine. L'international en début de carrière peut-être un moyen de renforcer son employabilité dans la perspective d'une carrière nationale. Pour beaucoup de jeunes diplômés italiens pourtant, même si leurs aspirations sont semblables à celles de leurs homologues d'Europe du nord, leurs trajectoires les portent parfois à demeurer plus longtemps dans un entre-deux international. Nous retrouvons ici le prix de la situation économique et sociale locale et nationale qui

¹⁶“They are often very good students and some of them come back here afterward to do a PhD or things like that...”

Often...

Yes, I mean, the school of Chemistry is very international anyway, probably, maybe as much as half of our PhD students are not British. So it is very international anyway, but I think... there is a fair number of those who came here before as Erasmus students.

Why? in your mind...

Why? I think because... there are more PhD students in England than in many other European Countries. And also it is easier to get for the students a PhD position, easier in England than in France for example. We had last year an Erasmus student from Montpellier, who didn't get really high marks at his exams, but who, I think, will be good doing research, because he is really motivated. But you know, in France if you are not on the top of the list you have no chance at all to be funded by the government, so he asked me what are the possibilities here, and I think he will come back next year.”

¹⁷CAMMELLI (A) “Foreign Students in Italy”, in *Higher Education and the Flow of Foreign Students*, *Higher Education*, Vol. 21, No. 3, 1991, pp. 359-376

¹⁸TARRIUS (A), *Les Nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, identités, territoires*, éditions de l'Aube, 2000

différencie notre population. Pour les étudiants Erasmus britanniques interrogés, l'incidence d'une année d'études à l'étranger ne semble pas être décisive lorsque le parcours professionnel est amorcé dans le pays d'origine. Comme la majorité des étudiants, Jack souligne que l'apprentissage des langues en Angleterre et le séjour à l'étranger ne sont pas des étapes indispensables à la réussite professionnelle :

L'année à l'étranger ne change pas grand chose, parce qu'avec une licence en trois ans, j'aurais fait la même chose, sans l'année à l'étranger. Donc pour moi, c'est cohérent de devoir faire une année supplémentaire, d'aller à l'étranger pour apprendre des langues.

Apprendre des langues pour... ta carrière peut-être...

Euh... Pour ma carrière pas nécessairement.... Je n'ai pas fait ça en terme de... Je n'ai pas fait ça pour mon futur, parce que je ne pense pas que ce soit vraiment important au Royaume-Uni de connaître des langues d'un point de vue professionnel. Je n'étais pas vraiment intéressé par les cultures des autres pays, mais juste... si vous voulez communiquer avec quelqu'un d'un autre pays... C'est plus intéressant qu'un réel apprentissage de la Culture. Tu ne dois pas aller à l'étranger pour trouver un bon travail au Royaume-Uni.. Je ne me rappelle pas vraiment pourquoi je voulais faire ça... Probablement à cause de mes voyages antérieurs en Europe, peut-être du fait de mon année sabbatique avant d'entrer à l'université (year out)... mon père est hollandais, je suis en fait à moitié hollandais.

Jack, 24 ans, docteur en mathématique¹⁹

Les étudiants britanniques interrogés sont majoritaires à vouloir travailler dans leur pays. Environ 10% d'entre eux évoquent la possibilité de quitter le Royaume-Uni (cf. tableau 3). Ces derniers sont aussi souvent des étudiants en langues. Ce qui est bien à l'opposé des aspirations de leur confrères italiens, qui sont 30,7% à vouloir poursuivre des études, faire un stage ou travailler à l'étranger après leur séjour. Si nous y ajoutons les 7,9% qui souhaitent faire de la recherche en Italie ou à l'étranger, ce sont donc près de 40% des étudiants Erasmus italiens interrogés qui souhaitent prolonger l'expérience de mobilité. Les données synchroniques construites à l'aide du questionnaire distribué au retour dans le pays d'origine, ne nous donnent pas la possibilité de vérifier la concrétisation de ces aspirations. Mais l'étude préalable des débouchés professionnels pour les diplômés en Italie nous permet de mieux comprendre ces projets. Nous avons également rencontré de nombreux étudiants italiens expatriés à Bristol, par l'intermédiaire d'un informateur privilégié, dont nous avons observé et noté minutieusement les façons de penser et d'agir. Ce qui nous permettra d'avancer une analyse plus spécifique à ce pays.

¹⁹ "The year abroad doesn't change much, because with a 3 years course I would do the same without the year abroad. So seems to me make sense to do a year more to go abroad and learn languages.

Learn languages for... your career maybe...

Hum... For my career not necessarily ... I didn't do in terms of.. I did not do for my future, because I don't think it is really important in England to know other languages on a professional level. I wasn't really interested in the cultures of others countries, but just... if you want to communicate with somebody in another country... it is more interesting than actual learning about culture. You don't HAVE TO go abroad to find a good job in Britain... I don't really remember why I wanted to do that... probably because of my previous travels in Europe, maybe because of my year out, my dad also... My dad is Dutch. I'm actually half Dutch."

**Tableau 3 : Les projets scolaires et professionnels des étudiants ERASMUS
-2004-2005-(en pourcentage)**

	Université de PROVENCE	Université de TURIN	Université de BRISTOL	ENSEMBLE
Projet professionnel précis - secteur privé- dans le pays d'origine	37,5	31,5	61	40,7
Enseignement ou concours -secteur public- dans le pays d'origine	27,0	5,5	9,7	15,5
Création d'entreprise	0,6	0	0	0,3
Poursuite des études à l'étranger	1,3	12,6	2,4	5,5
Stage ou travail à l'étranger	9,2	18,1	4,9	11,4
Recherche dans le pays d'origine ou à l'étranger	4,6	7,9	4,9	5,8
Pas de projet scolaire ou professionnel précis	19,8	24,4	17,1	20,8
Total	100	100	100	100
N=	(152)	(127)	(82)	(361)

$\chi^2 = 64,8 \quad p < 0,001$

Source : enquête par questionnaire

Pour les étudiants Erasmus britanniques originaires de l'université de Bristol, le séjour à l'étranger semble finalement être moins un moyen de se distinguer, d'élargir ses horizons ou son employabilité, que pour les étudiants Erasmus des universités de Turin et de Provence. Parmi ces derniers, ceux ayant effectué un séjour dans un pays de l'Europe du Nord ont également des discours bien différents des étudiants Erasmus qui se sont rendus dans des pays d'Europe du Sud, de l'Est ou pays à langue minoritaire.

Finalement les étudiants Erasmus répondent plus ou moins consciemment aux injonctions d'une forme particulière de flexibilité : la flexibilité par mobilité géographique (d'autres formes existent notamment par les salaires, le statut professionnel, la sécurité contractuelle, le travail à la tâche...). Toutes ces formes se conjuguent souvent en une stratégie unique des employeurs, que nos gouvernements présentent souvent comme inéluctable. Elle relève en fait d'une décision d'affaires ou de politique. Et dans cet univers de plus en plus concurrentiel, tous les pays européens ne partent pas sur un pied d'égalité. La diversité des nationalités qui composent le groupe des étudiants Erasmus est, entre autres, diversité des points de départ nationaux, et donc des conditionnements, des trajectoires et des perspectives objectives d'avenir. L'analyse qui va suivre confirme ainsi que les invariants de l'expérience Erasmus²⁰ doivent être cherchés non dans les conditions

²⁰ Nous avons effectivement relevé des invariants à l'expérience Erasmus : La recherche effrénée du contact, l'écart des conventions, l'adoption d'un mode de vie « stylisé », « narré », la réponse à l'injonction de distinction et d'épanouissement personnel etc.... L'origine sociale, le statut même d'étudiant et la position sociale d'étranger contribuent à la création d'un « cercle » social, avec des pratiques communes et particulières, qui distinguent les Erasmus des autres migrants et des étudiants « sédentaires »

sociales objectives, mais dans les effets de l'éloignement géographique, temporel et social du pays d'origine. L'homogénéité des situations, des niveaux d'études, des origines sociales (dans une moindre mesure), ne suffit pas à épuiser les principes de l'hétérogénéité de la population des étudiants Erasmus. Le départ à l'étranger est un choix qui se fait par rapport à d'autres alternatives possibles, et l'éventail de ces choix est déterminé au sein des structures universitaires et professionnelles nationales. Ce sont donc les histoires collectives nationales qui permettent de comprendre les différences de stratégies éducatives, migratoires, professionnelles des étudiants Erasmus.

C'est par rapport à chacun des contextes nationaux qu'il faut faire la distinction entre les situations où le séjour d'études à l'étranger représente une étape presque obligée de la réussite sociale (pour certains étudiants italiens), des voies refuges dans une université massifiée (pour une grande partie des étudiants français des universités), ou encore des choix qui peuvent compromettre les positions nationales si l'éloignement se pérennise (pour les étudiants britanniques d'universités grégoriennes ou les étudiants des grandes écoles françaises). Il va de soi que ces types n'épuisent pas la diversité des enjeux sociaux des expatriations et qu'à l'intérieur de chaque pays peuvent coexister les trois situations. Parmi l'ensemble des étudiants mobiles, les termes du « choix » entre trajectoire internationale et retour au pays sont radicalement différents selon les nationalités en particulier. Parce que le développement de la mobilité internationale des cadres est récent dans certains pays, les stratégies transnationales permettent toute une série de jeux et de dynamiques sociales, dont les effets sociaux sont différents suivant les réalités nationales, économiques et sociales. Ces jeux intègrent les systèmes d'enseignement européens de plus en plus précocement.

Enchantement de la vie à l'étranger, grande satisfaction affichée par les étudiants Erasmus interrogés à leur retour, un tableau si enthousiasmant de « l'esprit Erasmus » n'omet-il donc pas une réalité plus mitigée faite de conditions d'études universitaires détériorées en France, d'une insertion professionnelle des jeunes diplômés difficile en Italie et de manière plus générale, d'une économie de plus en plus tournée vers la flexibilité, la mobilité couplée à la précarité pour une frange de la population, qui sera conduite à changer fréquemment d'emploi et à se déplacer davantage, parfois au delà des frontières pour accompagner le travail. Selon Claude Lacour²¹, la mobilité réduite définit la captivité. Parce que la mobilité internationale étudiante devient une nécessité pour certains, on pourrait avancer qu'elle entraîne une captivité. Parmi les raisons données par les étudiants à leur départ, celle la plus communément reprise est la nécessité aujourd'hui de parler différentes langues. De même, le consensus autour de l'échange, de l'utilité sociale, n'échappe pas aux étudiants.

La mobilité internationale engendre des stratégies d'apprentissage, toujours plus précoces et variées d'acquisition linguistique et cognitive imposée par des rapports de force, dans une société qui s'internationalise. Les expatriations ne sont donc pas exemptes de contraintes et peuvent parfois mener à long terme à la mobilité perpétuelle ou à l'immobilisme, par l'impossibilité d'un retour souvent souhaité sur les lieux de sa

²¹LACOUR (C), « Eléments pour une théorie de la mobilité », In *Revue d'économie régionale et Urbaine*, n°2, 1981

formation ou de son histoire. Le développement des programmes communautaires de mobilité ne peut être lu indépendamment des nouvelles compositions sociales des flux migratoires et d'une certaine « mondialisation » de l'économie. Nous pourrions avancer que certains étudiants s'obligent, par souci d'adaptabilité et deviennent ainsi captifs de leur mobilité, en en ayant plus ou moins conscience. Mais c'est une hypothèse qui ne peut être généralisée à l'ensemble des étudiants qui partent avec Erasmus, car les destinations et les aspirations des étudiants sont diverses. Néanmoins, on peut dire que le séjour Erasmus constitue les prémices d'une culture migratoire intensive, incontestablement la mobilité engendre la mobilité. Et c'est là un intérêt bien compris des membres de la Communauté Européenne, qui souhaitent faire advenir à la fois une citoyenneté cosmopolite et rendre les individus plus mobiles et adaptables aux changements. La peur de l'inconnu évanouie ou du moins amoindrie peut apparaître comme un excellent moyen de rendre la population plus flexible et ouverte à de nouvelles consommations. Nous allons voir néanmoins, en cumulant et ajustant les résultats de l'enquête à ceux d'autres données déjà préalablement construites, que tous les étudiants Erasmus ne sont pas égaux devant les injonctions à la flexibilité et à l'adaptabilité.

Si nous nous intéressons au segment du travail hautement qualifié (académique et scientifique), l'idéal recherché par les instances communautaires se compose de mouvements qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans la longue durée, mais des échanges scientifiques courts, basés sur la réciprocité. Plus la main-d'œuvre est qualifiée, moins les avantages de la circulation internationale ne sont pourtant mis en doute. La science profiterait du nomadisme des scientifiques. Toutefois interviennent dans ces mouvements des facteurs qui donnent au Nord un pouvoir d'attraction supérieur au sud. Les mouvements sont jugés négatifs quand ils se révèlent asymétrique, c'est-à-dire quand la concentration l'emporte sur la dispersion et la redistribution. Les contradictions entre une posture enchantée de la mobilité professionnelle et les études réalisées sur la fuite des cerveaux par les ministères nationaux et les instances communautaires, nous rappellent ainsi que la « main invisible » qui réglerait équitablement les marchés du travail sans heurt est une utopie. Ainsi on assiste dans chaque pays européen à un bal en deux temps, avec des mesures conjointes pour encourager la mobilité des étudiants et universitaires entre les pays de la communauté et des mesures nationales pour limiter l'exode des compétences, soit vers d'autres pays membres de l'union, soit vers d'autres continents, (surtout l'Amérique du nord), soit dans toutes ces directions. La première initiative part du principe d'une coopération avec échanges réciproques, tandis que la seconde met en évidence un mouvement unilatéral au bénéfice exclusif d'une partie. Aujourd'hui y aurait-il substitution d'un « Brain movement » global à un « Brain drain »?

« Brain drain » ou « brain movement » ?

Depuis quelques années en Europe, il semblerait que la conception circulatoire ait pris le dessus sur une conception en terme de fuite des cerveaux dans les études sur les migrations scientifiques. Ces approches tendent à dépasser la conception bipolaire de l'analyse traditionnelle de la fuite des cerveaux, en réintroduisant la complexification à mesure que les centres-périphéries se diversifient dans le monde (avec des pays du sud émergents notamment). En effet, les flux ne s'organise pas autour d'un centre unique dans un tout totalement homogène, mais autour de plusieurs centres qui ont chacun leur

puissance, leur portée et leur intensité, au sein de sociétés hétérogènes. Ainsi dans les écrits de Philip G. Altbach notamment,²² cette conception multi-centrique des relations scientifiques et techniques internationales prend toute son ampleur, parallèlement à une analyse des flux qui semble cependant toujours organisée hiérarchiquement. Certains pays sont toujours plus puissants que d'autres en matière de production, de diffusion et d'utilisation du savoir. Cette hiérarchie structure encore la mobilité des scientifiques et ingénieurs, mêmes s'il faut procéder à des analyses « en cascade » plus fines et particulières pour passer d'un niveau local à un niveau global. Nous pouvons, d'après cette enquête, distinguer quelques routes empruntées à un niveau très général : les diplômés italiens du sud se rendent au nord de l'Italie, remplaçant quelquefois ceux du nord de la péninsule qui émigrent en plus grand nombre vers le nord de l'Europe. Les jeunes français hautement qualifiés du sud se rendent souvent en Ile-de-France et les diplômés de la capitale s'expatrient en Angleterre ou au Canada. De même ces mêmes émigrés aident à contrebalancer l'exode des cerveaux du Canada vers les Etats-Unis par exemple. Bien sûr la réalité est plus complexe, moins mécanique et caricaturale, mais ceci permet d'illustrer quelques niveaux du système hiérarchique en place.

La remise en question des analyses en terme de « brain drain », n'est donc pas une remise en cause de l'inégalité des capacités attractives de diverses régions. Elle permet cependant de signifier que même à l'intérieur de la triade hégémonique (Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon) et des pays considérés « en développement » existent des diversités, en terme de capacités attractives pour les diplômés du supérieur, pas toujours assimilables pour une même analyse. C'est aussi le constat que des pays envoient et reçoivent simultanément des « qualifiés ». Nous ne pouvons pas aller cependant dans le sens de l'instabilité et l'imprévisibilité d'une circulation qui serait insaisissable. Il s'agit plutôt d'un « jeu de la chaise vide », mais les flux ne suivent pas les chemins du hasard. La cascade suit des canaux définis, qui donnent aux flux une orientation géopolitique. Au sommet de la hiérarchie se situe le seul pays qui conserve un solde positif avec tous les autres en matière de bilan migratoire des professionnels qualifiés : les Etats-Unis d'Amérique. Nous pouvons donc conclure à l'instar de Meyer (JB), Kaplan (D) et Charum (J) que « même s'il n'y a plus de centre unique d'attraction ni de situation typiquement périphérique, le nouveau nomadisme des scientifiques et ingénieurs n'en reste pas moins nettement caractérisé par des relations asymétriques, soumises à l'incidence considérable de la puissance et de la richesse »²³.

Si cette circulation étudiante et diplômée est présentée fréquemment comme vertueuse, elle est aussi souvent pensée comme inévitable. Du fait de l'internationalisation du marché du travail, elle semble échapper aux interventions des Etats. Pourtant les Etats nations, sont étroitement associés à ce processus. Les pays membre de l'UE, comme les Etats-Unis encouragent implicitement ou explicitement depuis des décennies des formules et politiques d'immigration sélective. Lors de la campagne présidentielle française 2007, un des thèmes de campagne de l'UMP n'était-il pas « l'immigration choisie » ? L'actuelle mobilité étudiante et professionnelle n'est donc en rien la résultante de facteurs

²²ALTBACH (P.G), "Globalisation and the University: Myths and Realities in an Unequal World", In *tertiary Education and Management*, Vol 10, n°1, march 2004

²³Op. cit. Meyer, Kaplan, Charum p 348.

d'attraction et de répulsion détachés d'intermédiaires, de médiateurs et de rapports de pouvoir localisés. Même si certains acteurs de la mondialisation se plaisent à souligner leur entière liberté ou autonomie, beaucoup sont tributaires des conditions qui leur ont été offertes. De même, la variabilité de leur degré de manœuvre dépend en grande partie de leurs origines géographiques et disciplinaires et par la suite du type de profession dans lequel ils se seront engagés.

L'étude approfondie des trajectoires des « Erasmus » qui ont choisi, à l'issue de leur séjour, de débiter une carrière à l'étranger, notamment académique, nous montre qu'effectivement ces étudiants ont été poussés à l'émigration par l'inégalité des conditions offertes, pour un même travail en Europe. Les jeunes chercheurs en formation (*Phd candidates*) se déplacent à l'intérieur de réseaux, préalablement construits, en fonction d'affinités sélectives entre établissements, enseignants-chercheurs et d'intérêts pour des objets spécifiques. Les universitaires évoluent ainsi au sein de leurs réseaux *ad hoc* où les alliances cognitives et les contacts sociaux antérieurs sont essentiels. Dans d'autres secteurs (comme l'informatique) les sociétés de recrutement, les institutions de transfert spécialisées sont très présentes. Mais comment quantifier cette migration qualifiée ? Et quelle est la part de ceux parmi ces migrants professionnels qui ont participé préalablement à la mobilité étudiante institutionnalisée ? Comment les migrations étudiantes et professionnelles interagissent-elles et quelles en sont les conséquences ? Les réponses à ces questions n'ont rien d'évident. Les données quantitatives dont nous disposons sur les migrations qualifiées à l'échelle mondiale sont fragmentaires, mais nous permettent de repérer certaines tendances.

Les estimations des migrations « en col blanc » provenant des ministères ou des ambassades notamment, vont toutes dans le sens d'une augmentation rapide du nombre de scientifiques et d'ingénieurs nés à l'étranger dans les pays du Nord de l'Europe et de l'Amérique. Mais l'augmentation du nombre d'immigrés hautement qualifiés est proportionnelle à la croissance des catégories professionnelles correspondantes, plus qu'elle n'intègre de nouveaux venus. Au sein de cette population très qualifiée, plus les professions sont liées à la recherche, plus le nombre de scientifiques et d'ingénieurs nés à l'étranger est élevé. La base de données SESTAT de la NSF²⁴ (*National Science Foundation*) montre qu'en 1997 aux Etats-Unis, il y avait 12% de personnes de nationalité étrangère parmi les professionnels hautement qualifiés et surtout plus de 20% dans la recherche. D'après ces études et données, en outre, le nomadisme actuel de la société de la connaissance (*knowledge society*), prend sa source bien plus en amont que nous le suggèrent les discours sur la nouvelle économie fondée sur les Technologies de l'Information et de la Communication. Par contre, les résultats des études diffèrent lorsqu'elles tentent de répondre aux questions suivantes : dans quelle mesure les diplômés du supérieur long se déplacent-ils réellement d'un lieu à l'autre ? N'ont-ils pas tendance à se fixer ? Etre de nationalité étrangère signifie-il toujours être mobile ?

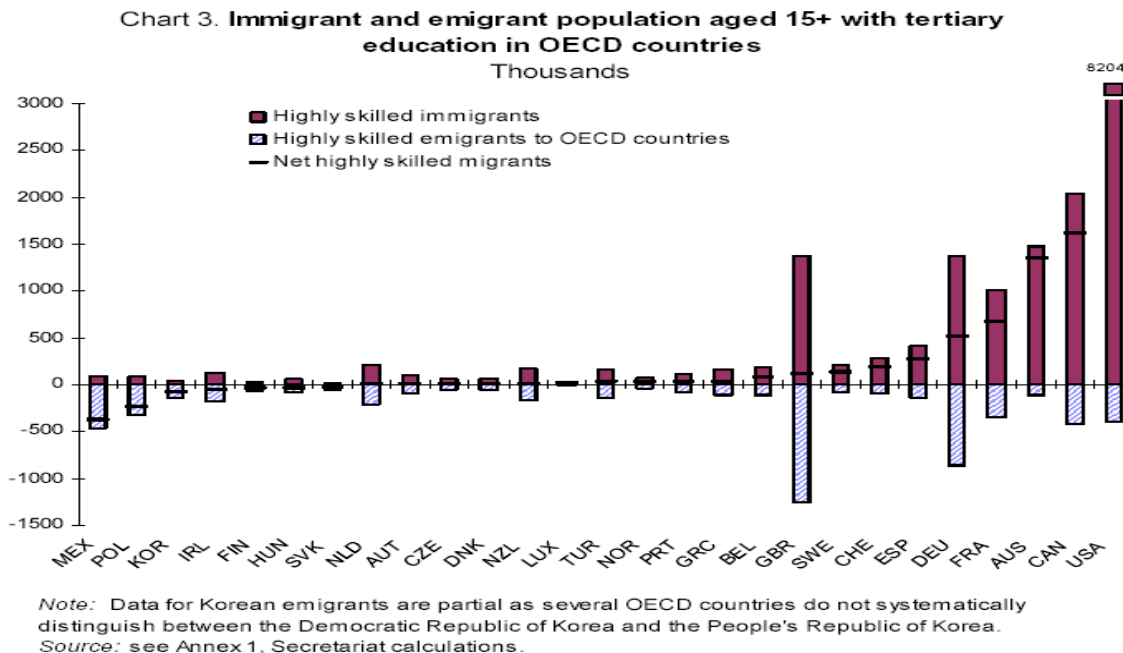
²⁴SESTAT : The Scientists and Engineers Statistical Data System is a comprehensive and integrated system of information about the employment, educational and demographic characteristics of scientists and engineers in the United States. <http://sestat.nsf.gov/>

Il ressort de notre étude de cas que chez les populations expatriées existe une stabilité relative de résidence, ce qui n'exclut pas des déplacements de courte durée. Il semblerait que ces personnes, installées dans un pays où leur position sociale est enviable, se rendent fréquemment dans leur pays d'origine, mais bien souvent pour des raisons familiales, touristiques, parfois professionnelles pour tisser des liens de recherche dans le cas des universitaires. Nous sommes loin en tous cas de l'image de l'intellectuel libre de toute attache et en perpétuelle errance. Certains auteurs comme Meyer et Brown parlent de diasporas intellectuelles (ce qui signifie par l'étymologie même du mot grec diaspora, « dissémination »). Nous ne les rejoignons pas pour autant lorsqu'ils affirment que « l'asymétrie entre le fort et le faible est partiellement effacée et ce dernier peut s'approprier la force du premier »²⁵. Cette conception part de l'hypothèse, non vérifiée, que les expatriés comme les acteurs de groupes professionnels nationaux veulent et peuvent mettre en place, poursuivre des initiatives collectives.

Le graphique ci-après, issu d'un document de travail de l'OCDE, reporte des statistiques sur la population qualifiée du supérieur quant à l'équilibre ou au déséquilibre entre entrants et sortants suivant les pays. La France et le Royaume-Uni se situent ainsi parmi ceux dont la balance migratoire, (malgré une certaine émigration qualifiée plus importante en Grande Bretagne qu'en France), reste positive. La fuite vers les Etats-Unis, l'Australie et le Japon principalement, est en quelque sorte compensée par l'entrée de travailleurs qualifiés provenant d'autres pays. La mobilité intra-européenne serait alors un moyen d'équilibrer le rapport entre demande et offre de travail en Europe, en portant les compétences, (donc les hommes) là où elles sont requises. Ceci garantirait le progrès économique et social de tous au sein de l'Union Européenne. C'est pourquoi des pays, traditionnellement moteurs économiques de l'Union (qui possèdent les structures et les capitaux financiers, matériels, etc), comme la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni accueillent ce discours avec satisfaction. Mais il semble urgent de se poser la question de ce qu'il adviendra des régions où les travailleurs qualifiés auront été conduit là où leurs compétences étaient requises, sans que les structures occupationnelles et les investissements financiers n'aient été orientés vers elles. C'est le cas notamment de certaines régions d'Italie.

²⁵Op. Cit. Meyer, Kaplan, Charum, page 352

La population immigrée et émigrée âgée de plus de 15 ans avec un niveau supérieur d'éducation dans les pays de l'OCDE (en milliers)



Source: Dumont (JC), Lemaître (G), "Counting Immigrants and Expatriates in OECD"
OECD SOCIAL, EMPLOYMENT AND MIGRATION WORKING PAPERS No. 25, 22-Jun-2005

Ces dernières années le nombre d'étudiants étrangers est resté constant en Italie, aux alentours de 1,3%, 1,4%²⁶. Ce qui différencie donc l'Italie de la France ou du Royaume-Uni est bien un certain déséquilibre migratoire au niveau étudiants et diplômés avec une assez forte émigration et une immigration contenue. Des trois pays étudiés, l'Italie caractérise de la façon la plus typique le processus d'échange inégal d'étudiants, de diplômés et de travailleurs qualifiés²⁷. Selon l'étude de Becher (O), Ichino (A) et Peri

²⁶ BRANDI (M.C.), "Evoluzioni degli studi sulle skilled migration: brain drain e mobilità", in *Migration Studies*, XXXVIII, March 2001, n. 141, pp. 75-93

TODISCO (E), -a cura di- *La presenza straniera in Italia*, Milano, F. Angeli, 1997, 256p.

²⁷ Voir notamment les articles et l'étude suivante :

ACKERS (L), "Scientific Migration Within the EU", in *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, Vol. 18, issue 3, 2005, pp275-276; MORANO FOADI (S), "key issues and causes of the Italian Brain Drain" In *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, Vol. 19, issue 2, 2006, pp209-223. Ces articles s'appuient en partie sur le projet MOBEX. Ce projet financé par l'UE, vise à étudier la mobilité scientifique à l'intérieur de l'ERA (European Research Area). Augmenter la mobilité scientifique est d'ailleurs un des objectifs de l'ERA.

Cette étude qui a consisté en un travail empirique de 12 mois, se focalise sur l'Italie et le Royaume-Uni, en raison des recherches précédemment menées sur l'Italie comme un pays « exportateur » et la Grande Bretagne comme un pays essentiellement « importateur » au sein de l'Europe.

(G)²⁸, la perte de diplômés à cause de l'émigration s'est accélérée dans les années 1990 en Italie pour représenter entre 3% et 5% de l'ensemble des diplômés chaque année. Dans ce pays qui compte, parmi les pays de l'OCDE, un des plus faible taux de diplômés de l'enseignement supérieur : le programme d'échange Erasmus n'accentuerait-il pas le phénomène d'émigration de ces diplômés ?

Cette question prend toute son acuité quand on sait qu'aucun mouvement inverse n'est notable, le taux de diplômés étrangers sur le sol italien n'étant que de 0,3%. Ce déséquilibre est en contraste avec la situation des autres grands pays de l'Union Européenne (notamment la France et le Royaume-Uni, nous l'avons vu), où le nombre de diplômés étrangers est au moins égal, si ce n'est supérieur à celui des diplômés émigrés. C'est ce que confirme également la recherche d'Antonella Guarneri²⁹. Elle souligne que le Royaume-Uni est aujourd'hui une destination de plus en plus prisée notamment par les jeunes étudiants et diplômés italiens à la recherche d'une meilleure qualification et insertion professionnelle. Selon EUROSTAT, la présence italienne au Royaume-Uni est passée au second poste des immigrés européens (215 534 unités) après l'Allemagne³⁰. Au sein de la population active, l'Italie passe cette fois-ci devant l'Allemagne et se classe seconde, juste après l'Irlande. De même, la tendance à demeurer et à s'insérer le marché du travail aux USA varie aussi considérablement selon les nationalités des étudiants étrangers. Ainsi on apprend par la *National Science Foundation*, dans son rapport bi-annuel en 2002, que la probabilité de rester au Etats-Unis est supérieure à 50% pour les italiens (un des pourcentages les plus élevés parmi les émigrés originaires de la communauté européenne).

L'enquête nous apprend ainsi qu'une part des étudiants Erasmus (en grande partie d'origine italienne), après leur séjour, par les contacts qu'ils ont noués et entretenus, retournent dans le pays d'accueil ou émigrent dans un autre pays européen pour y prolonger leurs études ou y travailler. D'autres, par étapes successives, passent à « l'échelon » supérieur en se rendant sur un autre continent. Lorsque la mobilité devient émigration, les facteurs attractifs sont en général toujours plus ou moins liés aux conditions de travail et aux opportunités de carrières qu'offre le pays d'accueil. Quant aux raisons qui ont motivé à l'origine leur départ de leur pays, elles peuvent se résumer par les difficultés d'insertion qu'ils rencontrent face à un marché du travail national et académique qu'ils estiment peu concurrentiel, peu motivant et tourné vers des pratiques de clientélisme (*le raccomandazioni*). Ainsi Roberto se dit attiré par une « structure plus neuve, plus équipée », Alessia et Andrea parlent quant à eux, des liens qui existent entre leur séjour Erasmus et leur émigration et soulignent les « opportunités supérieures » qu'offre l'Angleterre en matière de carrière académique :

²⁸BECKER (SO), ICHINO (A) et PERI (G), *How large is the "brain drain" from Italy ?* EUI-Cesifo Working Paper n°839. Censis, décembre 2002. File URL: <http://www.cesifo.de/DocCIDL/839.pdf>.

²⁹Cette recherche confronte différentes sources italiennes avec celles de trois pays européens : la France, le Royaume-Uni et la Suisse, notamment les données de l'AIRE, l'APR, ISTAT, des ministères des affaires étrangères et ambassades, INSEE, SOPEMI (Systèmes d'observation permanente des migrations), AGDREF, International passenger Survey, Labour Force Survey, EUROSTAT, OCDE, OMI, etc. Concernant le stock d'italiens à l'étranger, les chiffres varient entre 2 748 321 et 4 250 000 selon les sources.

³⁰A été exclue l'Irlande en raison des liens préférentiels que ce pays a avec le Grande-Bretagne, instaurés bien avant son adhésion à la Communauté Européenne.

« Je me suis trouvé évidemment devant un grand changement, une structure complètement différente de celle d'ici, une structure plus neuve, plus équipée (...) et ce qui m'a impressionné aussi est de voir les divers aspects de la vie, les diverses facettes (...) J'ai déjà des contacts avec des professeurs suédois, j'espère augmenter mes compétences, conclure les études, et puis qui sait, ça dépend des opportunités, si je trouve un travail, un bon travail, même à l'étranger, j'irai travailler tout de suite, si j'ai la possibilité de faire un doctorat, peut être que je ferai un doctorat ».

Roberto, 22 ans, Lauréa specialistica (sciences)³¹

« Le séjour Erasmus a été une belle excuse pour aller à l'étranger, l'émigration en Angleterre, un choix obligé pour qui, comme moi, voulait rester dans le monde universitaire... Il y a pourtant une cohérence de parcours, car les deux expériences avaient comme objectif principal les études. Puis, une fois terminé le doctorat en Angleterre, ça a été quasiment naturel de décider d'y rester, étant données les opportunités supérieures que ce pays offre en rapport à la France ou à l'Italie »

Alessia, 28 ans, doctorat en histoire à l'université de Bristol³²

Après avoir passé 6 mois à Bristol comme étudiant Erasmus en 1999, je suis retourné en Italie pour finir mes études et obtenir mon diplôme en 2000. Grâce aux contacts que j'avais créés pendant la période Erasmus, il m'a été offert une allocation pour le doctorat à l'université de Bristol. Il aurait été beaucoup plus difficile de trouver une telle opportunité en Italie »

Andrea, 26 ans, doctorant en Chimie³³

C'est dans les années 90, d'après les données de l'AIRE (*Anagrafe Italiani Residenti all'Estero*) que la « fuite » des diplômés italiens s'accroît de manière significative. Le nord étant plus touché que le sud : En 1999, 7% des diplômés du supérieur des régions du nord se sont expatriés contre 2% de leurs homologues du sud. Mais ces derniers, nous l'avons abordé, se dirigent fréquemment vers le nord de la péninsule pour trouver un travail à hauteur de leurs qualifications. A des flux massifs d'émigrés antérieurs aux années soixante, se substituent donc en Italie des flux quantitativement moins importants, mais socialement significatifs, de personnes dotées d'une formation plus élevée. Même si certains auteurs italiens préfèrent parler de « *brain movement* » pour s'éloigner d'une conception négative des migrations, on ne peut ignorer que la part de la force de travail qualifiée croît de façon continue par rapport au total des émigrés italiens et que leur départ

³¹ « Ho trovato comunque un grosso cambiamento, una struttura completamente diversa da quella di qui, una struttura più nuova, più attrezzata, (...) E questo mi ha fascinato, anche di vedere i diversi aspetti della vita, le diverse sfaccettature. (...) Ho già dei contatti con dei professori svedesi, spero di aumentare le mie competenze, concludere gli studi, poi chi lo sa, dipende delle opportunità, se trovo lavoro, un buon lavoro, anche all'estero, andrò a lavorare subito, se ho la possibilità di fare un dottorato di ricerca, magari farò un dottorato. »

³² « L'Erasmus e' stata una bella scusa per andare all'estero, l'emigrazione in Inghilterra una scelta obbligata per chi come me, voleva rimanere in ambito universitario...C'e' pero' una coerenza di percorso in quanto entrambe le esperienze avevano come scopo principale lo studio. Poi, una volta terminato il dottorato in Inghilterra e' stato quasi naturale decidere di rimanerci viste le maggiori opportunita' che questo paese offre rispetto alla Francia o all'Italia. »

³³ « Dopo aver trascorso 6 mesi a Bristol come studente erasmus nel 1999, sono tornata in Italia per finire i miei studi e laurearmi nel 2000. Grazie ai contattati creati nel periodo erasmus, mi e' stata offerta una borsa di studio per un dottorato all'Universita' di Bristol. Sarebbe stato molto piu' difficile avere una simile opportunita' in Italia. »

est souvent corrélé à une fuite de conditions et/ou d'insertion sur le marché du travail difficiles et d'une certaine situation politique et sociale.

Aujourd'hui il apparaît difficile de faire la part entre ce qu'il y a de positif en terme d'émancipation, d'autonomie, de choix et de ce qu'il y a de plus négatif en terme de fuite, de contrainte dans ces nouveaux mouvements migratoires, peut-être moins définitifs, mais qui laissent plus longtemps des individus dans un « entre-multiples lieux », et dont les bénéfices collectifs restent à définir. De nombreux auteurs distinguent pourtant les migrations passées et actuelles comme étant, pour les premières forcées et pour les secondes résultantes d'un choix libre et autonome. Bartolini (S) et Volpi (F)³⁴, par exemple, qui se sont intéressés aux jeunes émigrés italiens en Angleterre parlent en ces termes. Les jeunes italiens qui aujourd'hui se trouvent au Royaume-Uni seraient le fruit de deux modèles migratoires différents : Dans le premier on trouve les fils ou petit-fils des générations passées de migrants, qui ont quitté l'Italie dans les années d'après-guerre, dans le second, les auteurs classent au contraire les migrants professionnels, « expression de la nouvelle émigration et donc artisan d'un choix plus autonome (par rapport au passé) de vivre à l'étranger. »³⁵. Tout le reste du propos de ces auteures est en contradiction avec l'affirmation d'un libre arbitre. Elles parlent ainsi des critiques que ces migrants adressent à leur pays en terme d'opportunités professionnelles. Bartolini (S) et Volpi (F) notent également qu'une partie des italiens de cette nouvelle immigration est issue des échanges interuniversitaires. Les jeunes émigrés interrogés par les auteures évoquent les opportunités de travail et leur volonté de développer leurs compétences au sein d'un système plus transparent et juste. Mais plus la permanence se prolonge, plus l'insatisfaction de ces jeunes semble forte. Surtout lorsqu'ils réfléchissent à un éventuel retour en Italie ou vers le sud de l'Europe, les champs du possible se resserrent. Les émigrés italiens rencontrés lors de mes séjours à Bristol font le même constat. Voici ce que nous disent Alessandro, ingénieur et Paolo, chercheur :

« En Italie, ce n'est pas toujours possible ou intéressant d'entreprendre une carrière parce que les salaires sont trop bas et les personnes dont tu dépends ne sont pas toujours à la hauteur de leurs qualifications »

Alessandro, ingénieur, 26 ans³⁶

« Il n'y a pas de parcours direct, parce que l'année Erasmus, je l'ai faite en Espagne. Quant aux raisons de mon émigration, comme pour, je pense, la majorité des italiens en Angleterre, je suis venu ici pour les opportunités d'études et de travail qui n'existent pas en Italie. [...] Le désir de faire quelque chose pour mon pays et de l'améliorer est fort et c'est justement en Italie, le pays dans lequel j'ai moins de possibilités de travailler dans mon domaine »

Paolo, 40 ans³⁷

³⁴ BARTOLINI (S), VOLPI (F), "Paradossi d'oltremarica. I giovani italiani in Inghilterra », p91-116 In CALTABIANO (C), GIANTURCO (G) –a cura di - *Giovani oltre confine. I discendenti e gli epigoni dell'emigrazione italiana nel mondo*, Roma, Carocci editore 428p.

³⁵ Op.cit p93. «I secondi sono invece espressione della nuova emigrazione e, quindi, artefici della scelta più autonoma (rispetto al passato) di vivere all'estero. »

³⁶ « In Italia non sempre e' possibile o conveniente intraprendere una carriera perche' gli stipendi sono troppo bassi e le persone da cui si dipende non sono sempre all'altezza dei loro titoli. »

³⁷ « Un percorso diretto non c'è, perché l'anno di Erasmus l'ho fatto in Spagna. Quanto alle ragioni per la mia emigrazione, come credo per la maggior parte degli italiani in Inghilterra, sono venuto qui per le

Ces propos contrastent avec l'affirmation de certains chercheurs qui voient dans l'émigration en Angleterre, une parenthèse dans une vie professionnelle nationale. Même lorsqu'ils ne demeurent pas au Royaume-Uni, de nombreux émigrés italiens sont amenés, à une mobilité sans fin, qui les mènera quelquefois sur d'autres continents comme Paolo, qui après un doctorat à Bristol a obtenu un contrat de trois ans aux Brunei. Ceux qui rentrent en Italie, évoquent aussi souvent le déclassement, la régression sociale, qui s'accompagne en général d'une certaine frustration et les rend encore plus critiques à l'égard de leur pays de naissance³⁸.

Cette nouvelle vague d'émigration italienne, même si elle est moins massive que les précédentes, est certes plus difficile à appréhender car plus dispersée et disparate que par le passé. Pourtant les destinations de prédilection de l'émigration italienne sont identiques aux plus anciennes. Ainsi la France a accueilli, voire incité, l'immigration provenant du sud de l'Europe depuis le dix-neuvième siècle et reste un des pays européens qui accueillent le plus d'italiens encore aujourd'hui. Dans son article Maria Immacolata Maciotti³⁹ oppose, elle aussi, vieille émigration italienne et nouvelle, qu'elle nomme *mobilité*. L'auteure souligne qu'il est difficile de parler encore d'immigration. Beaucoup d'interviewés refusent fermement la connotation de migrants, ce qui n'est pas étonnant, au regard de la composition sociale de la population. Pourtant, ce sont toujours certains facteurs répulsifs du pays d'origine et certains facteurs attractifs du pays d'accueil qui poussent ces « professionnels mobiles » à l'expatriation. Du fait d'une composition plus jeune et instruite de la population émigrée italienne en France, Maria Immacolata Maciotti en appelle à oublier le concept d'assimilation pour parler d'intégration, qui implique selon elle « un respect des autres cultures sur un plan paritaire »⁴⁰. Comment après cette remarque est-il possible d'occulter la question sociale ? Aux catégories sociales privilégiées le choix de leurs références, aux catégories sociales plus modestes leur inculcation. La composition sociale de cette émigration a certes changé. Mais faut-il pour autant conclure à une disparition de la contrainte ? Le poids des structures sociales n'est pas amoindri, ce sont les formes des pressions, des injonctions qui se sont transformées. Pour résumer, nous pourrions dire que l'aspiration au cosmopolitisme, à l'international, correspond à une volonté d'ascension sociale (l'élite lui étant souvent associée). Les classes moyennes et même certaines catégories populaires dont on méprise le « localisme », se trouvent aujourd'hui légitimement attirées par « l'international » qui procure une certaine reconnaissance sociale. Mais elles se trouvent aussi confrontées à la recomposition sociale des migrations et des rapports de force. Comme dans

opportunità di studio e di lavoro che non esistono in Italia. [...] Il desiderio di fare qualcosa per il mio Paese e di migliorarlo è forte, ed è proprio l'Italia il paese in cui ho meno possibilità di lavorare nel mio campo ! »

³⁸Op. Cit p103 « tra coloro che ambiscono a un'occupazione che sappia mettere a frutto le potenzialità e valorizzare le competenze possedute emergono soprattutto *gli scontenti* : italiani spinti a tenatre "l'avventura britannica", a motivo del disagio sperimentato per le ridotte opportunità d'inserimento nel mondo del lavoro italiano ».

³⁹MACIOTTI (M.I), « La collettività italiana in Francia : un'emigrazione d'élite » pp291-313 In CALTABIANO (C), GIANTURCO (G) –a cura di - *Giovani oltre confine. I discendenti e gli epigoni dell'emigrazione italiana nel mondo*, Roma, Carocci editore 428p.

⁴⁰Op. Cit Mociotti p301 «Per gli italiani presenti oggi in Francia si dovrebbe parlare di integrazione : concetto diverso da quello di assimilazione, che dovrebbe implicare il rispetto delle culture altre, accettate su piano paritario. »

l'enseignement supérieur la croissance quantitative, l'augmentation du nombre d'étudiants mobiles ne garantit pas, en soi, la démocratisation de l'accès et de la réussite pour tous dans le monde professionnel.

Conclusion

Au fur et à mesure que le nombre de qualifiés du supérieur augmente, la composition des flux migratoires se transforme. Les choix opérés par les étudiants Erasmus restent ainsi étroitement liés à leurs perspectives d'emploi au sortir du système universitaire, qui sont elles-mêmes extrêmement sensibles à l'état général des segments des marchés nationaux du travail. Contrastant avec l'enthousiasme d'un *brain movement* en vogue, qui se traduit notamment par l'expansion rapide des échanges universitaires en Europe, les jeunes travailleurs et étudiants italiens que nous avons rencontrés en Angleterre ne vivent pas toujours la mobilité, lorsqu'elle se transforme en émigration, de façon positive. A qui profite alors le développement des migrations étudiantes et professionnelles en Europe ? N'existerait-il pas un réel déséquilibre des bénéfices ? Dans ce contexte, il convient de s'interroger sur les conséquences de l'ensemble des politiques migratoires en Europe, dont le programme Erasmus constitue peu ou prou un révélateur, *a fortiori* quand les disparités de développement économique, social et politique au sein de l'Union Européenne augmentent par l'addition de nouveaux états membres d'Europe Centrale et Orientale.

Bibliographie sommaire

BAUDELLOT (C), BENOLIEL (R), CUKROWICZ (H), ESTABLET (R), *Les étudiants, l'emploi, la crise*, Paris : F. Maspero, 1981, 219p

BECKER (SO), ICHINO (A) et PERI (G), *How large is the "brain drain" from Italy ?* EUI-Cesifo Working Paper n°839. Censis, décembre 2002. File URL: <http://www.cesifo.de/DocCIDL/839.pdf>

BLUMENTHAL (P), GOODWIN (C), SMITH (A), TEICHLER (U), *Academic mobility in a changing world: regional and global trends*, London; Bristol: J. Kingsley Publishers, cop. 1996, 407p.

BOURDIEU (P), « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », In *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n°145, décembre 2002, pp3-9

BUZZI (C), CAVALLI (A), DE LILLO (A), *Giovani del nuovo secolo. Quinto rapporto IARD sulla condizione giovanile in Italia*, Il Mulino, "Studi e ricerche", 2002, 688p

CAMMELLI (A) – A cura di – I laureati ERASMUS/SOCRATES anno 1999: Origine sociale, curriculum studiorum, Condizione occupazionale, *Osservatorio Statistico dell'università degli Studi di Bologna, Febbraio 2001, 59p.*

CAVALLI (A), GALLAND (O), *Youth in Europe, Social Change in Western Europe*, pinter, London, 1995, 160p.

DE FRANCESCO (C), "Un'università poco selettiva e poco produttiva ?" in R. Moscati dir., *La sociologia dell'educazione in Italia*, Bologna, Zanichelli, 1989, 286p.

DEROUET (JL), DURU-BELLAT (M), DUBET (F), *Les inégalités d'éducation*, Paris ; Bruxelles : De Boeck & Larcier, 2001, 209p.

DUBAR (C), *La socialisation : Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris : A. Colin, 1991, 278p.

DURU-BELLAT (M), *L'inflation scolaire : les désillusions de la méritocratie*, Paris, Seuil, 2006, 105p.

DURU-BELLAT (M), *Les inégalités sociales à l'école : genèse et mythes*, Paris : PUF, 2002, 256p.

ENDERS (J), FULTON (O) eds. *Higher Education in a Globalising World: International Trends and Mutual Observations. A Festschrift in Honour of Ulrich Teichler*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 2002, 280 pages

FELOUZIS (G) - Sous la dir. de - *Les mutations actuelles de l'Université*, Paris : PUF, 2003, 400p.

FELOUZIS (G), « Repenser les inégalités à l'université », *In Sociétés contemporaines*, n°38, 2000, pp 67-97

FELOUZIS (G), *La condition étudiante, sociologie des étudiants et de l'université*, Paris : PUF, 2001, 300p.

FRIEDBERG (E) et MUSSELIN (C), *Le gouvernement des universités : perspectives comparatives*, Paris : Ed. l'Harmattan, 1992, 351p.

GALLAND (O), *Le monde des étudiants*, Paris : PUF, 1995, 247p.

GIVORD (P), *L'insertion des jeunes sur le marché du travail entre 2002-2004*, INSEE PREMIERE n°1061, janvier 2006

HACKL (E), *Towards a European Area of Higher Education: Change and convergence in European Higher Education*, Robert Schuman Centre For Advanced Studies, San Domenico di Fiesole, EUI, 2001, 39p.

HALSEY (AH) [et al.] *Education: Culture, economy and society*, Oxford; New-york, Oxford University Press, 1997, 819p.

JALLADE (JP) GORDON (J) LEBEAU (N), *Student mobility within the European Union : A statistical analysis*, rapport publié par la commission européenne, European Institute of Education And Social Policy, mai 1996

JOBERT (A), MARRY (C), TANGUY (L), *Education et travail en Grande-Bretagne, Allemagne et Italie*, Paris : A. Colin, 1995, 398p

KELO(M), TEICHLER (U), WACHTER (B), *EURODATA – Student mobility in European Higher Education*, Bonn: Lemmens, 2006

MAIWORM (F), TEICHLER (U), *The Erasmus Experience: Major Findings of The ERASMUS Evaluation Research Project, Luxembourg: Office for official publication of European Communities, 1997, 209p.*

MOSCATI (R), ROSTAN (M), « Higher Education and Graduate Employment in Italy” in *European Journal of Education, Vol.35, n°2, 2000*

MULLER (W), SHAVIT (Y), *From School to Work: A comparative Study of Qualification and Occupations in Thirteen Countries*, Oxford University Press, 1998, 576p.

MUSSELIN (C), *la longue marche des universités françaises*, PUF, 2001, 233p.

PAUL (J.J), MURDOCH (J), « Higher Education and Graduate Employment in France », in *European Journal of Education, Vol.35, n°2, 2000*

PAUL (J.J), MURDOCH (J), ZANZALA (J), « sélection à l'entrée des universités et emploi : une comparaison entre le Royaume-Uni et la France », in *Economie Publique, études et recherche, n°5, 2000*

SCHERER (S), “Patterns of Labour Market Entry- Long wait or career Instability? An Empirical Comparison of Italy, Great Britain and West Germany”, *In European Sociological Review, Vol. 21, N°5, December 2005, pp427-440*

TROW (M), « L'enseignement supérieur aux Etats-Unis et au Royaume-Uni : perspectives comparatives » in *Sociologie du travail XXXI n°4, 1989, pp493-511*

URRY John, “Mobility and Proximity”, *In Journal of the British Sociological Association, Vol.36 n°2, May, 2002, pp255-273*

WAGNER (AC), *les nouvelles élites de la mondialisation ; une immigration dorée en France*, Paris, PUF, 1998, 236p.